

Apprentissage du français : découverte des actions sociolinguistiques financées par la DDCS 92

22 Janvier 2020



© Fotolia

La Direction départementale de la Cohésion sociale des Hauts-de-Seine inscrit les actions du Bop 104 dans un programme complémentaire au Contrat d'Intégration Républicaine

Suite à l'appel à projet lancé au printemps 2019, la Direction départementale de la Cohésion sociale (DDCS) des Hauts-de-Seine a sélectionné les opérateurs et acteurs du territoire pour accompagner la mise en oeuvre de l'[instruction 17 janvier 2019](#) [1].

Cette instruction, relative aux orientations pour l'année 2019 de la politique d'accueil et d'intégration des étrangers en France, rappelait les enjeux liés au pilotage territorial et à l'animation notamment pour l'utilisation des moyens alloués par la Loi de finances pour 2019 (Bop 104). L'augmentation des crédits visait à soutenir les efforts pour intensifier les actions d'apprentissage du français auprès des **publics primo-arrivant et réfugié**, notamment dans le cadre du **Contrat d'intégration républicaine (Cir)**.

Un référencement pour une information sur l'offre des Hauts-de-Seine

La DDCS 92 rejoint l'expérimentation de référencement des actions socio-linguistiques réalisée par Défi métiers, en lien étroit avec la Daaen, l'Ofii et le Réseau des Carif-Oref. Ainsi, pour la première fois, le programme du **Bop 104** est intégré dans la base de données régionale DOKELIO Ile-de-France sous l'intitulé « **Actions socio-linguistiques complémentaires au Cir** ».

Le référencement s'inscrit en effet dans le souci de mettre en visibilité la complémentarité des offres de formation sur financement public (Région, Opco, Départements, etc.) et privé.

L'identification des programmes par financeur favorise l'appropriation par les prescripteurs (Missions locales, dans le cadre du PIAL ; Pôle Emploi ; RSA, etc.) et acteurs (insertion, hébergement, etc.) d'une offre proche des Ateliers socio-linguistiques (ASL) mais proposant aussi des actions spécifiques en fonction des besoins du public.

Le [moteur de recherche sur le site Défi métiers](#) [2] permet d'accéder aux 28 organismes et structures proposant 35 actions de formation (35 sessions).

L'observation de l'articulation de cette offre avec d'autres est facilitée par la [cartographie de l'offre de formation linguistique](#). [3] Dans les Hauts-de-Seine (3ème département en volumétrie d'offre linguistique), 208 sessions de formation sont ventilées dans trois parcours :

- Intégration (Ofii) : 24 actions sur parcours A1, A2 et B1 (8 lieux) ;
- Insertion socio-professionnelle : 93 actions réparties entre Région (Avenir Jeunes - EDI et Pôle emploi) ; E2 ; compétences de base professionnelles ; Opco (FAFTT et Akto) ; Ouvrir l'Ecole aux Parents (8 lieux de session), DRJSCS et DDCS ;
- Insertion professionnelle : 76 actions éligibles au Compte personnel de formation (Delf, DCL, CléA) et 15 non certifiantes (français à visée professionnelle, remise à niveau).

Un lien est organisé avec la cartographie portée par Réseau Alpha, pour une diffusion auprès des acteurs de proximité.

Mise en visibilité de l'offre territoriale

L'ensemble des financeurs et pilotes des politiques territoriales liées à l'apprentissage du français peut ainsi appréhender et identifier sa répartition de l'offre par bassin (T2.3.4.5) et ville. La complémentarité des parcours proposés dans une logique de sécurisation est ainsi

facilité.

Enfin, les actions présentées enrichissent la [cartographie nationale portée par le Réseau des Carif-Oref.](#) ^[4]

Christine Barret-Labre et Léna Démocles

Tags : [cartographie](#) ^[5] | [primo-arrivants](#) ^[6] | [CIR](#) ^[7] | [DDCS](#) ^[8]